



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Fermeture du site PPG à Bezons

Question écrite n° 38957

Texte de la question

M. Éric Coquerel alerte M. le ministre de l'économie, des finances et de la relance sur la fermeture annoncée de l'entreprise PPG à Bezons. Depuis plus de 10 jours, les salariés de l'usine PPG de Bezons contestent le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) présenté par le groupe. Le site est centenaire, mais depuis sa reprise il y a 5 ans par le groupe américain PPG, des décisions purement et arbitrairement financières se sont imposées. Plus de 200 salariés sont aujourd'hui concernés par un plan de licenciement qui n'est absolument pas justifié économiquement : le site de Bezons est rentable pour l'entreprise. Du point de vue du droit, ce PSE n'a pas reçu l'homologation du ministère du travail à cause de vices de procédures graves. Pour la France, cette fermeture serait un drame de plus pour l'industrie. Le pays y perdrait son savoir-faire, notamment en matière de production industrielle de mastic pour l'industrie automobile et aéronautique. Pour les salariés, c'est une catastrophe humaine : des familles entières abandonnées, en pleine crise sanitaire et économique. Pour la plupart, qui ont un âge avancé, c'est aussi le chômage à long terme qui menace. Si M. le député interpelle M. le ministre, c'est que parmi les attributions, se trouve la question de la relance économique. Comment relancer la France avec des emplois supprimés ? L'État a donné des millions d'euros à ce groupe industriel. Comment tolérer cette suppression d'emplois inacceptable ? Pour toutes ces raisons, il lui demande quelles mesures il compte entreprendre afin d'empêcher ce PSE.

Données clés

Auteur : [M. Éric Coquerel](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 38957

Rubrique : Emploi et activité

Ministère interrogé : [Économie, finances et relance](#)

Ministère attributaire : [Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique](#)

Date(s) clé(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 10 janvier 2022

Question publiée au JO le : [18 mai 2021](#), page 4160

Question retirée le : 21 juin 2022 (Fin de mandat)